

Que signifierait pour la Suisse un accord de libre-échange entre l'UE et les États-Unis?

Les deux principaux partenaires commerciaux de la Suisse sont l'UE et les États-Unis. Un traité de libre-échange entre ces deux blocs aurait pour notre économie d'exportation des conséquences non négligeables. Celles-ci ne se dessinent que partiellement au stade actuel, puisqu'elles dépendront de l'issue des négociations. Il existe, toutefois, un réel potentiel de discrimination, dans la mesure où l'UE et les États-Unis s'accorderont mutuellement des conditions plus avantageuses que celles auxquelles notre pays a droit actuellement. La Suisse observe donc ce développement attentivement et a déjà pris un certain nombre de mesures.



Didier Chambovey
Ambassadeur, chef du centre de prestations Commerce mondial et délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne



Daniel Freihofer
Chef adjoint du secteur Accords de libre-échange/AELE, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne

Depuis juillet dernier, l'UE et les États-Unis négocient un accord de libre-échange transatlantique. Ils disent vouloir boucler les tractations dans les deux ans, soit d'ici 2015. Bien que ce projet semble extrêmement ambitieux compte tenu des divergences à aplacer dans de nombreux dossiers, ses chances de réussite sont plus grandes que jamais. Sur les deux rives de l'Atlantique, il jouit d'un large soutien des milieux économiques et politiques.

Le blocage des négociations à l'OMC et l'atonie conjoncturelle persistante de l'UE renforcent aussi la volonté d'aboutir. Les deux partenaires attendent de leur accord des impulsions en termes de croissance et d'emplois. La question agricole, jusqu'ici très sensible, ne constitue plus un obstacle insurmontable, l'UE ayant largement libéralisé ce secteur de son propre chef au cours des dernières années. En admettant que les négociateurs mettent à profit ce climat favorable et parviennent à un accord, on verra apparaître la plus vaste zone de libre-échange de la planète, concentrant 800 millions d'habitants, près de la moitié de la production économique mondiale et un tiers du commerce mondial.

Possibles répercussions pour l'économie suisse

L'UE et les États-Unis ne sont pas seulement deux poids lourds du commerce mondial. Ce sont aussi les principaux partenaires commerciaux de la Suisse, dont ils absorbent plus des deux tiers des exportations (UE: 56%¹; États-Unis: 11%). L'enjeu pour notre économie apparaît du même coup très clairement. Si le futur accord de libre-échange permet à ses signataires d'accéder plus facilement au marché de la partie adverse, l'économie helvétique en subira le contrecoup.

Le but déclaré de l'accord est – entre autres – le démantèlement le plus large possible des droits de douane. Sur le plan tarifaire, il existe donc pour la Suisse un risque réel de discrimination en termes d'accès au marché. Aux États-Unis surtout, les conditions d'entrée seraient moins favorables aux produits industriels et agricoles suisses qu'à ceux de l'UE. De même, certaines de nos denrées agroalimentaires se trouveraient dés-

avantagées sur le marché européen. Le niveau moyen des taxes douanières frappant aujourd'hui les principaux produits d'exportation industriels suisses sur le marché étasunien est certes relativement bas (3-4%). Toutefois, sur 24 milliards de francs exportés (2012), les effets d'une variation, même légère, ne doivent pas être sous-estimés. Les entreprises suisses exportent trois fois plus vers les États-Unis que vers la Chine, par exemple.

Vers un démantèlement des barrières commerciales?

Selon le résultat des négociations, le potentiel de discrimination dans le domaine normatif, pour les services ou les marchés publics, pourrait être plus sérieux qu'en termes de droits de douane. En effet, l'accord devrait également supprimer des obstacles commerciaux réglementaires (normes techniques). À cet égard, deux possibilités se présentent: l'harmonisation des règlements techniques actuels et futurs, et la reconnaissance réciproque des normes appliquées par chaque partie sur les produits. Si les États-Unis et l'UE optaient pour la première solution, l'économie suisse, mais aussi mondiale, pourrait en tirer profit dans la mesure où d'autres pays seraient encouragés à s'adapter. Des normes uniformes feraient, en outre, sensiblement baisser les coûts de transaction des entreprises. La reconnaissance réciproque, par les États-Unis et l'UE, de leurs prescriptions techniques en matière de produits ou de leurs évaluations de conformité créerait toutefois un risque de discrimination pour l'économie suisse. Or, ce scénario est bien plus probable. Nos entreprises risqueraient, dès lors, de ne pas accéder aussi facilement que les européennes au marché étasunien. Ce serait surtout la chimie-pharmacie, un secteur très important en Suisse, qui pourrait être la plus désavantagée.

Délocalisation d'entreprises étasuniennes vers l'UE?

D'une manière générale, un accord de libre-échange entre l'UE et les États-Unis pourrait diminuer l'attrait et la compétitivité de la place économique suisse. Les États-Unis sont le troisième investisseur direct dans notre pays, où leurs avoirs avoisinent les 70

¹ Exportations de marchandises vers l'UE 27 en 2012; source: AFD.

Encadré 1

Les études aboutissent à des effets contradictoires pour les pays tiers

Deux études traitant de l'ALE entre l'UE et les États-Unis contiennent des réflexions sur les conséquences d'un tel traité pour les pays tiers. Une étude du Centre for Economic Policy Research à Londres, mandatée par la Commission européenne, montre que l'accord accroîtrait la prospérité des deux grands blocs économiques, donc augmenterait leurs importations, ce qui devrait profiter aux pays tiers. Ceux-ci bénéficieraient également, ajoute l'étude, de la suppression des entraves techniques au commerce et d'une possible harmonisation des prescriptions sur les produits.

Une étude de l'institut Ifo à Munich, réalisée pour le ministère allemand de l'Économie et de la Technologie, arrive à une conclusion contraire. Les principaux pays ayant signé un ALE avec l'UE ou les États-Unis pourraient subir d'importantes pertes de prospérité au cas où les négociations aboutiraient. Les effets d'un détournement des flux commerciaux pourraient se faire fortement sentir, car l'UE et les États-Unis, en signant un ALE, s'accorderaient mutuellement un accès préférentiel à leur principal marché d'écoulement. Dans le cas de la Suisse, il s'ensuivrait une baisse du PIB de 3,8% et pour le Canada, par exemple, un recul de 9,5%.

milliards de francs. Leurs entreprises emploient quelque 23 000 personnes en Suisse. Le danger n'est pas nul d'en voir certaines déplacer leur siège principal depuis notre territoire vers l'UE si l'accord transatlantique leur offre des conditions plus intéressantes.

Ce n'est qu'à la lecture de ses clauses définitives que l'on pourra évaluer avec précision l'impact économique de l'accord sur la Suisse.

Premières réactions

Compte tenu de l'importance considérable de ces deux blocs pour notre économie et du potentiel de discrimination bien réel qui découlerait pour la Suisse d'un accord transatlantique de libre-échange, le Conseil fédéral entend suivre ce dossier de très près. De concert avec d'autres États membres de l'AELE, la Suisse a aussi proposé récemment aux États-Unis d'entamer un dialogue commercial. Ceux-ci ont répondu positivement et une première rencontre devrait avoir lieu dans un avenir proche. Cette plate-forme doit notamment permettre aux pays de l'AELE d'être informés sur les négociations entre Bruxelles et Washington et de sauve-

garder leurs intérêts à l'égard des États-Unis. Ce dialogue ne préjuge pas des étapes ultérieures.

Sous la direction du Secrétariat d'État à l'économie (Seco), un groupe de travail interdépartemental à l'œuvre depuis ce printemps étudie également les possibles répercussions sur la Suisse d'un accord de libre-échange transatlantique. En fonction des perspectives et du résultat des négociations entre l'UE et les États-Unis, des actions seront entreprises en vue de préserver la compétitivité et l'attrait de notre place économique. Parmi elles figure la possibilité de négocier un traité de libre-échange avec les États-Unis et des accords supplémentaires avec l'UE. Cette analyse doit tenir compte de la situation macroéconomique suisse et de celle des différents secteurs. Ainsi les discussions sur un éventuel accord de libre-échange Suisse-États-Unis ou l'amarrage à une zone de libre-échange UE-États-Unis exigeraient vraisemblablement un approfondissement et une accélération des réformes liées à la politique agricole suisse. ■



C'est l'impact qui fait la différence. Dans le monde entier.

Envoyez votre courrier à l'étranger depuis la Suisse et marquez deux fois plus de points auprès de votre public cible. Premièrement, parce que dans le pays de destination votre courrier publicitaire se distingue du courrier ordinaire. Deuxièmement, parce que vous signalez déjà sur l'enveloppe que son contenu est gage de qualité suisse.

Faits, exemples de réussite et inspiration: poste.ch/impact

En collaboration avec:

ASENDIA
BY LA POSTE & SWISS POST

LA POSTE 